

*Questions orales*

jours à l'étude et nous nous efforcerons d'empêcher autant que possible que la drogue ne soit introduite dans les pénitenciers.

[Français]

**M. Wagner:** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre a-t-il reçu et étudié tous les rapports faisant la lumière sur les meurtres, suicides ou morts suspectes survenus dans les institutions pénitentiaires depuis avril dernier, et n'est-il pas exact que la drogue y est pour beaucoup, surtout que trois de ces drames, au seul institut Leclerc, sont dus à l'usage facile et abusif de la drogue?

[Traduction]

**M. Allmand:** Monsieur l'Orateur, j'ai vu les rapports sur la question des suicides et ainsi de suite dans les pénitenciers, mais autant que je m'en souviens, aucun n'indiquait que ces suicides étaient dus à la drogue. Cependant, j'examinerai les rapports de nouveau.

\* \* \*

### LES TRANSPORTS

#### LA DATE PRÉVUE POUR LA PRÉSENTATION DE LA MESURE PRÉVOYANT LA DIVULGATION OBLIGATOIRE DES DONNÉES SUR LES COÛTS AUX CHEMINS DE FER DES TARIFS-MARCHANDISES ÉTABLIS

**M. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre suppléant du Transport. Il est essentiel que le gouvernement ait accès au plus tôt aux données sur les coûts des chemins de fer concernant le tarif-marchandises, afin de formuler les politiques qui s'imposent à la suite du blocage du tarif-marchandises qui doit être levé sous peu. Le ministre pourrait-il dire maintenant à la Chambre quand il présentera une mesure pour hâter la divulgation intégrale de ces données, compte tenu du malaise qu'éprouvent les Chambres de commerce, les entreprises et les consommateurs un peu partout au Canada, car ils veulent être certains que leur situation ne sera pas gravement compromise une fois le tarif-marchandises débloqué?

**M. Cliff McIsaac (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, pour répondre à la question du député, je dois dire que je ne sais pas où en est actuellement cette mesure. Peut-être le leader à la Chambre pourrait-il mieux y répondre, mais d'après ce que j'apprends du ministère, le bill devrait être prêt à être présenté dans le courant de la semaine.

\* \* \*

### LA GENDARMERIE ROYALE

#### LE RETARD APPORTÉ À LA RÉMUNÉRATION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES DES MEMBRES DE LA BRIGADE DES STUPÉFIANTS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Puisque le temps des fêtes approche, je l'ai prévenu de ma question. Peut-il dire à la Chambre quand les \$38,000

[M. Allmand.]

en paye de surtemps seront versés à la brigade des stupéfiants de la GRC, en Colombie-Britannique?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, en vertu du nouveau régime de surtemps adopté ces derniers mois à la GRC, les agents qui ont fait des heures supplémentaires doivent prendre leur congé dans les deux mois suivants. S'il est impossible de leur accorder ces congés, les heures supplémentaires sont alors rémunérées en espèces à la fin de la période de deux mois. La GRC fait de son mieux pour que ces paiements soient versés à la fin de la période en question.

\* \* \*

### L'ENVIRONNEMENT

#### LE RAPPORT DE LA COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE FAISANT ÉTAT DE LA PRÉSENCE DE FIBRES D'AMIANTE CANCÉRIGÈNES DANS LES EAUX DES GRANDS LACS— DEMANDE DE PUBLICATION

**M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre de l'Environnement. Le ministre a-t-il un exemplaire du rapport du mois de septembre de la Commission mixte internationale, selon lequel les fibres d'amiante, qui peuvent être cancérigènes, contaminent les eaux des villes des Grands lacs? Si oui, pourquoi ce rapport n'a-t-il pas été publié?

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement):** Monsieur l'Orateur, le rapport est en voie de rédaction et sera probablement publié au cours du mois de février. Néanmoins, vu la nouvelle, parue dans les journaux, de la découverte de ce danger possible dans ces eaux, nous examinons la question de très près. J'en profite pour signaler aux députés que notre institut de Burlington a découvert la cause du problème et mis au point un filtre pour l'élimination de l'amiante dans l'eau et ce filtre sera mis à la disposition des municipalités désireuses de l'utiliser.

\* \* \*

### LES COMMUNICATIONS

#### LA CÂBLOVISION—LES MOTIFS DU RETARD APPORTÉ À L'APPROBATION DES DEMANDES DE PERMIS SOUMISES PAR CERTAINES VILLES DE L'OUTAOUAIS

**M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Communications, dont je lui ai donné préavis. Comme les audiences du Conseil de la radio-télévision canadienne relatives aux demandes de permis pour la câblovision dans le cas des villes de Pembroke, Renfrew, Arnprior, Almonte, Carleton Place et Perth, de la vallée de l'Outaouais, ont commencé le 17 septembre 1973, qu'à la suite de ces audiences, le CRTC a déclaré que la décision serait annoncée dans quelques semaines et a même parlé de la mi-novembre 1973, et que près d'un an et demi s'est écoulé depuis lors, le ministre aurait-il l'amabilité de dire à la Chambre et aux habitants des villes de la vallée de l'Outaouais quand on leur fera part de la décision définitive sur l'octroi des permis relatifs à la câblovision? En outre, le ministre pourrait-il nous donner les raisons d'un tel retard et, s'il en prévoit un nouveau, quelle en sera également la raison?